



**Quatrième cycle d'analyse des marchés 4, 5 et 6 –  
Bilan et perspectives**

**Réponse de Numericable-Completel à la consultation  
publique de l'ARCEP en date du 4 juillet 2013**

## Table des matières

---

Question 1.....	3
Question 4.....	5
Question 5.....	6
Question 7.....	7
Question 8.....	8
Question 9.....	9
Question 11.....	9
Question 12.....	11
Question 13.....	14
Question 14.....	15
Question 18.....	16
Question 25.....	24
Question 28.....	25
Question 31.....	26
Questions 33, 34, 35 .....	33
Question 38.....	37
Questions 39, 40 et 41 .....	38

## Question 1

### **Question 1: les contributeurs sont invités à commenter les évolutions envisagées en faveur de l'extension du dégroupage.**

L'ARCEP a réussi à créer un secteur concurrentiel de l'accès à internet grâce à la mise en place d'une échelle d'investissement.

Dans un premier temps, les opérateurs alternatifs ont réussi à être présents avec des offres de détails sur l'ensemble du territoire national grâce à la revente d'offres de gros d'Orange. Progressivement ces opérateurs ont été en mesure de substituer à l'achat des offres de gros, des investissements dans les infrastructures de dégroupage dans certaines zones du territoire.

Cette substitution de l'investissement dans les infrastructures aux offres de gros, n'a pas été faite sur l'ensemble du territoire national par les opérateurs alternatifs et pas de la même manière par tous les opérateurs alternatifs. Certains opérateurs ont dégroupé de l'ordre de 750 NRA, d'autres sont parvenus à plus de 6 000 NRA.

L'amélioration de certaines conditions techniques et tarifaires du dégroupage a permis aux opérateurs d'étendre leurs investissements dans les infrastructures de dégroupage, comme l'offre LFO et la baisse des petits tarifs du dégroupage. Au-delà de ces périmètres de déploiement déjà réalisés, les investissements ne sont aujourd'hui plus rentables pour les opérateurs alternatifs.

Le nouveau défi en matière d'investissement dans les infrastructures n'est plus désormais le dégroupage, mais le déploiement de boucles locales en fibre optique.

Le régulateur fixe plusieurs objectifs :

- préserver la dynamique du dégroupage de la boucle locale cuivre ;
- faciliter le déploiement de nouvelles boucles locales optiques ;
- renforcer la concurrence sur les marchés liés à la fibre.

Dans un contexte de bouleversement du modèle économique des opérateurs nationaux et de désengagement progressif et à venir des autorités publiques dans le très haut débit à l'instar des moyens de la Commission Européenne qui passent de 9 milliards d'euros à 1 milliard, la multiplicité de ces objectifs paraît très ambitieuse.

Il serait probablement opportun de prioriser les choix entre la valorisation du réseau téléphonique d'Orange et l'encouragement des réseaux optiques et câblés modernisés qui permettent de transporter les nouveaux services numériques et audiovisuels.

Il est intéressant de constater dans le classement des pays européens une corrélation entre les pays qui connaissent une forte pénétration dans le haut débit fixe et ceux qui connaissent une faible pénétration du très haut débit.

Ainsi, la France figure dans le peloton de tête des pays européens pour le haut débit mais parmi les derniers pour le très haut débit.

Cette situation de la France dans le classement européen démontre bien que l'enjeu est désormais de favoriser les décisions de régulation qui permettront, non pas d'encourager l'exploitation du réseau téléphonique d'Orange, mais bien de promouvoir l'extension d'un réseau en fibre permettant de répondre à la demande exponentielle de débit.

Or, il apparaît difficile de promouvoir une rupture technologique en poursuivant une politique d'encouragement au dégroupage.

En revanche, Numericable tient à rappeler sa position sur la nécessaire incitation à l'investissement dans les réseaux très haut débit par une augmentation des prix de gros.

Dans ce contexte de mutation des usages du marché des télécommunications, la question du dégroupage du réseau d'Orange n'apparaît plus comme une priorité.

La réflexion doit désormais s'orienter vers les moyens à mettre en œuvre pour favoriser le déploiement du très haut débit pour le plus grand nombre. Les décisions de l'Autorité sur le dégroupage doivent désormais conduire à l'incitation du passage du haut débit au très haut débit.

La généralisation du très haut débit nécessite de faire remonter le prix du dégroupage en France et en Europe pour favoriser l'investissement dans les réseaux de nouvelle génération. C'est d'ailleurs une des propositions du projet de recommandation de la Commission européenne sur « les obligations de non-discrimination et les méthodologies de coût pour encourager la concurrence et améliorer les conditions d'investissement dans le haut débit » : elle propose en effet de valoriser le réseau historique en prenant en compte un « réseau moderne efficace », donc en fibre, ce qui devrait avoir pour effet de remonter le prix de l'accès en dégroupage. En effet, si le tarif d'accès à la boucle locale cuivre est fixé en utilisant une méthode de calcul des coûts se basant sur un réseau moderne efficace (comme par exemple la méthode des coûts de remplacement en filière utilisées par l'ARCEP pour de nombreux produits et contrairement à la méthode des coûts courants économiques qui se base sur l'historique des coûts), l'écart entre tarif d'accès à la boucle locale cuivre et tarif d'accès au réseau moderne est réduit et la migration vers le réseau moderne est facilitée. Pour inciter les opérateurs alternatifs à investir dans leur réseau, le prix du dégroupage doit augmenter.

La baisse régulière des tarifs de gros et une vive concurrence ont généré une forte baisse des prix de détail qui assurent un coût d'accès à internet le moins cher au monde.

Cette faiblesse des prix de détail a essentiellement conduit à un transfert de la dépense des ménages vers les « devices » tous fabriqués en Asie, au détriment de notre infrastructure de réseau nationale et au grand bénéfice (i) des opérateurs OTT : Youtube/Google et iTunes/Apple ; (ii) des fabricants de terminaux.

Ce prix artificiellement bas de l'accès au réseau d'Orange a eu pour conséquence dramatique d'ouvrir totalement le marché français aux opérateurs OTT américains sans aucune contrepartie ni sur le financement des réseaux de nouvelles générations (Fibre et 4G), ni sur les obligations d'investissements dans les programmes des distributeurs audiovisuels.

Il semble important que le régulateur français tienne compte de ce résultat et que les décisions de l'Autorité sur le dégroupage conduisent prioritairement à favoriser le passage du haut débit au très haut débit.

## Question 4

**Question 4 : l'Autorité invite les opérateurs à lui faire part de leurs remarques concernant les perspectives envisagées pour le dégroupage opérationnel et à soulever le cas échéant des points non identifiés dans le présent document.**

Les problèmes opérationnels de traitement des commandes de liens DSLE représentent un frein majeur à l'ouverture à la concurrence du marché entreprises.

Les interférences entre trois acteurs (Orange, Opérateur alternatif et client), dont les intérêts sont divergents, ne facilitent pas la fluidité des processus de raccordement. L'opérateur alternatif n'est jamais traité de manière totalement équitable, mais toujours pour de bonnes raisons, par l'opérateur dominant dont le délai de raccordement du client final demeure nettement inférieur à celui de l'opérateur alternatif.

L'ARCEP pourrait ainsi mettre en place un indicateur de mesure du délai de raccordement.

## Question 5

**Question 5 : les contributeurs sont invités à commenter les deux scénarii envisagés pour l'émergence de services de médias audiovisuels dans la zone non dégroupée et à comparer de leur point de vue ces scénarii en fonction de leur faisabilité, de leur coût, de la rapidité de leur mise en œuvre et de leur impact.**

L'ARCEP envisage deux scénarios pour l'émergence de services de médias audiovisuels dans la zone non dégroupée :

- La création d'une offre de gros de bitstream enrichi, incluant à la fois les services de télévision linéaire et des services non linéaires ;
- L'utilisation des offres actuelles de bitstream pour proposer des services de télévision non linéaires.

Numericable a lancé durant l'été 2013 deux offres<sup>1</sup> proposant un service d'IPTV à partir d'un débit de 2 Mbits/s sur l'ensemble du territoire. Ces offres reposent sur des technologies innovantes : la Plateforme SmartVision de Technicolor et la technologie « Adaptive BitRate Streaming ».

La réalité de ces offres démontre la possibilité d'utiliser les offres de bitstream actuelles pour proposer, en zone non dégroupée, les mêmes services de télévision qu'en zone dégroupée. Dès lors, aucun des deux scénarios avancés par l'ARCEP n'est indispensable pour proposer des médias audiovisuels dans la zone non dégroupée. D'autant que d'autres solutions comme le satellite permettent de fournir des services audiovisuels dans ces zones.

L'adoption du premier scénario rendrait caduque l'avantage concurrentiel acquis par Numericable à force d'innovations, créant ainsi un précédent de nature à casser la dynamique d'innovation des acteurs.

Si l'un des scénarios devait toutefois être retenu, il serait alors primordial de ne pas menacer la compétitivité tarifaire des offres IPTV reposant sur des offres bitstream classique. Ainsi, Numericable-Completel considère qu'en tous états de cause, il est nécessaire de maintenir une cohérence entre les tarifs du bitstream actuel et celui des offres de bitstream créées à la suite du choix de l'un des scénarios de telle sorte que l'offre bitstream IPTV ne soit pas avantagée par un mécanisme tarifaire discriminatoire

---

<sup>1</sup> En zone non dégroupée, l'offre baptisée « Essentiel » est un forfait ADSL Triple Play facturé 34,90€ / mois comprenant une connexion ADSL jusqu'à 8 Mbit/s, les appels inclus vers les fixes (France / Monde) et un bouquet IPTV de 50 chaînes.

L'offre « max », facturée 37,9€/mois propose en sus les appels illimités vers les mobiles en France, et un bouquet TV comprenant 33 chaînes supplémentaires.

En tirant partie du multicast, les offres IPTV reposant sur une offre de bitstream IPTV requièrent au total une bande passante plus faible que celles reposant sur le bitstream classique. Dès lors, la cohérence tarifaire ne peut être assurée qu'en prévoyant un prix au Mbit/s à l'heure la plus chargée similaire entre les offres de bitstream « classique » et de bitstream IPTV. Cette unité tarifaire permettra aux opérateurs de choisir la technologie qu'ils considèrent la plus adaptée, sans que leur décision ne soit orientée par des artefacts tarifaires.

## Question 7

**Question 7 : les contributeurs sont invités à se prononcer sur le diamètre de câble nécessaire et suffisant pour le déploiement dans des conditions techniques raisonnables (robustesse et durabilité du câble) d'un lien contenant 6 paires de fibre optique, tant pour les déploiements en conduite que pour les déploiements aériens.**

Le diamètre minimal des câbles contenant 6 paires de fibre optique que nos fournisseurs sont en mesure de nous proposer est à ce jour de 6mm.

Ce diamètre s'explique principalement par l'épaisseur des couches de protection qu'il convient d'apporter au câble pour lui permettre de résister aux contraintes inhérentes à sa pose en conduite souterraine, et par la présence des porteurs dans le cas des câbles aériens.

Ce diamètre de 6mm nous semble constituer la limite en deçà de laquelle les câbles optiques ne sont plus en mesure de présenter les garanties suffisantes de résistance et de longévité inhérentes aux contraintes auxquelles ils sont soumis dans le cadre de leur exploitation en souterrain, comme en aérien.

Par ailleurs, il faut garder à l'esprit que quand bien même nous demanderions à nos fournisseurs d'étudier la conception d'un câble de diamètre inférieur, un délai minimum de 6 mois est nécessaire pour réaliser les études et procéder aux tests de résistance, et ce, sans aucune garantie de parvenir à un résultat satisfaisant.

## Question 8

**Question 8 : l'Autorité invite les contributeurs à commenter son analyse quant aux déploiements possibles en vue de préparer le FttH et souhaiterait que les acteurs se prononcent sur l'arbitrage qu'ils pourraient faire entre les différents cas de déploiement listés ci-dessus (ou éventuellement d'autres situations de déploiement non identifiées dans le présent document). Par ailleurs, l'Autorité souhaite interroger les contributeurs sur les critères de dimensionnement en nombre de fibres optiques nécessaires pour préparer les déploiements futurs de réseaux FttH ou FttO.**

S'agissant du dimensionnement du transport optique en vue de la réutilisation des liens NRA-SR pour préparer le déploiement des réseaux FTTH, il nous apparaît opportun de nous référer aux recommandations du Comité d'experts fibre optique sur le sujet (Recueil de spécifications techniques sur les réseaux en fibre optique jusqu'à l'abonné en dehors des zones très denses - v1 - 10/07/2013).

Il nous semble toutefois nécessaire de revoir légèrement les préconisations du Comité d'experts fibre optique, afin de les aligner sur les caractéristiques des câbles commercialisés par nos fournisseurs (modulo 12) :

Nombre de locaux desservis par le PM Monofibre	360	600	600 →1000	1000 →2000
Besoin en FO pour le PON a minima	12 FO	20FO	34FO	67FO
Besoin en FO lié au remplissage incomplet des coupleurs opérateurs	4FO	4FO	4FO	4FO
Dimensionnement fibre dédiée pour environ 10% des lignes	36FO	60FO	96FO (au lieu de 100FO)	192FO (au lieu de 200FO)
Câble de transport sans prise en compte des fibres dédiées	24FO	36FO	48FO	96FO (au lieu de 72FO)
Câble de transport permettant environ 10% de lignes fibres dédiées	72FO	96FO	144FO	288FO

Nous émettons toutefois des réserves quant aux conditions d'exploitation d'un tel schéma de mutualisation du transport optique, compte tenu de la multiplicité des interventions qui seront réalisées par les divers opérateurs et du grand nombre de logements desservis par la zone arrière du PM (vie du réseau, affectation des fibres en sortie des coupleurs, écrasement de ligne...).



## Question 9

**Question 9 : l'Autorité invite les contributeurs à commenter la proposition d'utilisation du génie civil aérien de desserte pour le raccordement en fibre optique des sous-répartiteurs concernés par les projets de montée en débit.**

La faculté d'utiliser les appuis aériens constitutifs du réseau de desserte en vue de raccorder les sous-répartiteurs de montée en débit ne présente à notre sens aucune difficulté particulière. Les modalités d'utilisation de ces appuis sont, en effet, identiques à celles afférentes aux appuis aériens constitutifs du réseau de transport.

Il apparaît donc envisageable de permettre aux porteurs de projet de montée en débit d'utiliser ces appuis aériens de desserte afin de faciliter les opérations de raccordement en fibre optique des sous-répartiteurs concernés par les projets de montée en débit.

Il conviendra toutefois, dans cette éventualité, de bien prendre en considération la présence des câbles déjà déployés (cuivre, coaxial...) afin que les câbles optiques qui seront éventuellement déployés sur ces appuis aériens de desserte n'aient aucun impact sur l'exploitation des câbles existant.

## Question 11

**Question 11 : l'Autorité invite les acteurs à se prononcer quant à la clarification envisagée des obligations imposées à Orange concernant son offre de *bitstream* cuivre symétrique.**

Le remède tarifaire imposé aujourd'hui à Orange sur son offre de bitstream symétrique SDSL consiste en l'orientation vers les coûts sous contrainte de non-éviction dans la zone la plus concurrentielle.

Sur la définition des zones de concurrence opérée par Orange, et reprise par l'ARCEP, Numericable-Comptel considère que ce découpage ne reflète pas la réalité du paysage concurrentiel sur ce marché, et qu'il devrait être modifié en conséquence.

Aujourd'hui, la zone concurrentielle est constituée de 4000 NRAs «dégrouvés effectivement pour les entreprises », soit les NRA répondant aux deux critères suivants:

- le NRA doit être dégroupé ;
- une carte SDSL doit être installée dans un DSLAM situé dans ce NRA.

Ces deux critères n'intègrent pas les perspectives de développement du dégroupage, et rendent mal compte de l'économie de production d'un service SDSL sur un NRA déjà dégroupé :

- Concernant le premier critère, l'ARCEP affirme que « le dégroupage se maintient à un rythme soutenu », indiquant par là même que la liste des NRAs où la concurrence est susceptible de s'exercer ne se limite pas uniquement aux NRAs aujourd'hui dégroupés.
- Le second critère, relatif à l'installation d'une carte SDSL dans un DSLAM situé dans un NRA déjà dégroupé, porte en réalité sur un investissement très faible au regard du coût de dégroupage d'un NRA, puisqu'un DSLAM peut recevoir de manière indifférenciée des cartes dédiées à différents services (ADSL, SDSL...). Dès lors, tous les NRAs dégroupés se trouvent donc dans une zone de concurrence SDSL potentielle ; leur imposer la non-éviction serait alors de nature à inciter les opérateurs alternatifs à y déployer des cartes SDSL. En imposant une obligation d'orientation vers les coûts sur les NRAs dégroupés mais sans carte SDSL actuellement, l'ARCEP élimine toute incitation à l'investissement en cartes SDSL pour ces NRAs.

(....)

## Question 12

**Question 12 : les contributeurs sont invités à commenter cette analyse concernant un éventuel élargissement du périmètre de l'obligation d'accès au génie civil d'Orange pour tout déploiement de boucles locales optiques.**

- 1- L'ARCEP propose d'imposer à Orange de faire droit aux demandes d'accès au génie civil d'Orange (peu importe sa destination), pour tout déploiement de boucles locales optiques.

Numericable-Comptel soutient cette proposition de l'ARCEP car il est essentiel que le périmètre de l'obligation d'accès au génie civil d'Orange soit défini de manière la plus large possible pour que les opérateurs alternatifs puissent déployer leurs boucles locales en totale indépendance de l'opérateur historique, et soient en mesure de mobiliser l'ensemble du génie civil disponible à cet effet.

Limiter cette obligation d'accès au seul périmètre de la boucle locale cuivre d'Orange constituerait, en effet, un non-sens technologique et concurrentiel puisque les opérateurs alternatifs n'ont pas vocation à déployer leurs boucles locales optiques en répliquant le périmètre géographique de la boucle locale cuivre de l'opérateur historique.

Les possibilités techniques offertes par la fibre optique autorisent en effet les opérateurs alternatifs à s'affranchir des limitations techniques inhérentes au cuivre, leur permettant ainsi de mettre en œuvre des NRO susceptibles de couvrir plusieurs zones arrières des actuels NRA d'Orange, et donc de réduire substantiellement leurs coûts de déploiement.

Il est donc indispensable que l'obligation d'accès ne soit pas limitée aux seules infrastructures constitutives de la boucle locale cuivre d'Orange, afin que les opérateurs alternatifs soient en mesure de mobiliser l'ensemble du génie civil disponible pouvant permettre de déployer leurs boucles locales optiques depuis leurs NRO jusqu'aux utilisateurs finaux, et ce, indépendamment de l'utilisation qui est actuellement faite de ce génie civil par Orange.

Il n'est pas non plus souhaitable que l'obligation d'accès au génie civil soit limitée au seul périmètre de la boucle filaire d'Orange.

Cela pourrait, en effet, potentiellement réserver à Orange la position de premier entrant dans le déploiement des réseaux très haut débit sur un territoire considéré, particulièrement dans les zones moins denses, compte tenu de ce qu'elle serait la seule à pouvoir bénéficier des économies d'échelle résultant de la mobilisation du génie civil de collecte pour la desserte de plusieurs zones arrière de NRA.

Les opérateurs alternatifs pourraient ainsi se voir privés de la possibilité de déployer les premiers leurs boucles optiques sur un territoire considéré, et donc des avantages concurrentiels liés à la position de premier entrant.

D'ailleurs, il convient de souligner que la distinction opérée entre le génie civil de collecte, de transport et de distribution n'apparaît pas justifiée, puisqu'en pratique, l'ensemble des fourreaux y afférents sont présent au sein des mêmes tranchées, et ont été indifféremment utilisés suivant les nécessités d'exploitation de la boucle locale cuivre.

Numericable-Completel soutient donc l'ARCEP dans sa proposition. En effet, limiter l'accès des opérateurs alternatifs aux infrastructures de génie civil d'Orange aux boucles locales cuivre et optique est de nature à restreindre artificiellement les possibilités de déploiement d'infrastructures alternatives en contraignant la zone de desserte d'un NRO alternatif à la zone de desserte d'un NRA.

Dès lors, il apparaît nécessaire que les opérateurs alternatifs disposent d'un accès au génie civil d'Orange, sans distinction de l'usage qui en est fait par Orange (boucle locale, collecte...).

- 2- L'ARCEP est également invitée à lever les restrictions technologiques de l'offre d'accès au génie civil d'Orange, qui ne permet aujourd'hui que la pose de câbles en fibres optiques, ce qui ne permet pas aux opérateurs alternatifs de déployer des réseaux THD reposant sur une infrastructure « hybride », mettant en œuvre à la fois des câbles optiques pour le transport des signaux, et des câbles cuivres ou coaxiaux pour sa distribution.

La restriction technologique de l'offre d'accès au génie civil d'Orange, qui n'autorise que la pose de câbles en fibres optiques, constitue un réel frein au déploiement de ces réseaux THD hybrides.

En effet, elle conduit à interdire aux opérateurs mettant en œuvre ces solutions de recourir à l'offre régulée pour raccorder les immeubles situés en aval du convertisseur opto-électrique (appelé « node » dans le cas des réseaux câblés), marquant la limite entre le réseau de transport en fibres optiques et le réseau de distribution en câbles cuivres ou coaxiaux.

Dans le cas des réseaux FTTB du câblo-opérateur, cette restriction technologique s'avère particulièrement pénalisante dans le cas du raccordement d'un immeuble compris dans l'emprise d'un réseau câblé rénové mais non raccordé à celui-ci (cas des « trous de câblage »).

En effet, faute de pouvoir déployer un câble coaxial dans le cadre de l'offre d'accès au génie civil d'Orange, le câblo-opérateur ne peut raccorder cet immeuble depuis le « node » existant à proximité (fréquemment installé en armoire de rue ou dans un immeuble voisin), alors même que cette solution permettrait d'apporter à moindre coût le THD à l'ensemble des logements dudit immeuble, en réutilisant notamment la desserte coaxiale déjà existante de l'antenne collective.

L'aspect pénalisant de cette restriction technologique est encore plus flagrant lorsqu'il s'agit de raccorder des lotissements, lesquels sont principalement constitués d'habitations individuelles, alors même qu'il est établi que cette configuration est celle

pour lesquelles les coûts de déploiements des lignes terminales des réseaux FTTH sont les plus élevés.

En effet, ces lotissements sont fréquemment dotés d'une antenne collective desservant l'ensemble des habitations les composant, et dont la réutilisation pourrait permettre de réduire significativement les coûts de déploiements des réseaux THD.

Or, compte tenu de la limitation technologique de l'offre d'accès, Numericable n'est pas autorisé à déployer au sein du génie civil d'Orange, les câbles coaxiaux permettant de raccorder son réseau câblé aux infrastructures de desserte de l'antenne collective existante.

L'ARCEP est donc invitée à lever les restrictions technologiques de l'offre d'accès au génie civil d'Orange, pour permettre a minima la pose de câbles coaxiaux au sein du génie civil d'Orange.

## Question 13

**Question 13 : Les contributeurs sont invités à réagir sur la pertinence du périmètre géographique de la commande d'accès au génie civil au regard de leurs déploiements ou de leurs intentions de déploiements de boucles locales optiques. Les opérateurs sont également invités à identifier les éventuels freins attachés aux processus de commande d'accès présents dans l'offre et qui feraient obstacle au déploiement de nouvelles boucles locales optiques, notamment dans les zones moins denses du territoire.**

Si l'on a précédemment vu qu'il était souhaitable d'élargir au maximum le périmètre de l'obligation d'accès au génie civil d'Orange à l'ensemble des infrastructures de génie civil existante, il n'apparaît, en revanche, pas souhaitable de modifier le périmètre géographique des zones de commande de l'offre d'accès au génie civil.

La pratique a en effet démontré que le périmètre actuel de la zone de commande (commune ou arrondissement) présentait le meilleur compromis dans le cadre de la constitution des commandes d'accès et de la manipulation des fichiers cartographiques, et que la faculté actuellement offerte aux opérateurs de passer commande sur une zone tampon supplémentaire d'une largeur de 100m, leur permettait déjà de déployer de manière satisfaisante un même câble sur plusieurs zones de commande limitrophes.

Une augmentation du périmètre géographique de la zone de commande serait contre-productive en ce qu'elle introduirait une lourdeur excessive dans la manipulation des fichiers cartographiques et donc dans la constitution des commandes.

A l'inverse, une diminution du périmètre géographique de la zone de commande contraindrait l'opérateur à multiplier de manière excessive le nombre de commandes et aboutirait à un alourdissement de la gestion administrative des commandes.

S'il est donc demandé à l'Autorité de ne pas modifier le périmètre actuel de la zone de commande, il convient toutefois d'indiquer que le système actuel pourrait être amélioré en permettant à l'opérateur de lier le sort de deux commandes d'accès portant sur des zones de commandes distinctes, afin de lui permettre de synchroniser ses interventions sur le terrain.

En effet, actuellement lorsque l'opérateur soumet à Orange plusieurs commandes d'accès afférentes à un même câble transitant sur des zones de commande distinctes, la différence de traitement d'une seule de ces commandes, quelle qu'en soit la raison (retard, annulation...), peut conduire l'opérateur à annuler son opération de tirage, s'il n'a pas été en mesure de régulariser la situation dans le laps de temps qui lui était offert pour réaliser les travaux de tirage au titre des autres commandes.

Permettre à l'opérateur d'indiquer à Orange que plusieurs commandes d'accès portant sur des zones de commandes distinctes sont en réalité liées, permettrait d'éviter cet écueil en synchronisant les délais de réalisation des travaux sur le terrain.

## Question 14

**Question 14 : Les contributeurs sont invités à indiquer s'ils identifient des limitations dans l'offre d'accès au génie civil de nature à freiner l'émergence de marchés et services innovants. Les contributeurs sont invités le cas échéant à préciser les services innovants à prendre en compte dans la régulation de l'accès au génie civil, à caractériser les enjeux économiques sous-jacents et à évaluer l'opportunité d'un éventuel élargissement de l'offre d'accès au génie civil dans le cadre de l'analyse du marché 4.**

La notion de service « innovant », par nature évolutive, est difficile à cerner mais recouvre à notre sens, en l'état actuel du marché et des sollicitations dont nous avons fait l'objet, deux types de services distincts :

Une première composante qui comprend le raccordement du mobilier urbain ayant vocation à proposer divers services sur la voie publique (ex : Vélib', Autolib', bornes wifi, panneau publicitaire...), dont la demande est à l'heure actuelle existante mais modérée.

Une seconde composante qui recouvre le raccordement des équipements de vidéo-protection, dont la demande est aujourd'hui extrêmement forte de la part des collectivités territoriales.

S'agissant de la première composante, l'offre BLO dans sa version actuelle permet d'ores et déjà aux opérateurs alternatifs, de procéder au raccordement de ce premier type de service en ayant recours aux installations de génie civil d'Orange.

On peut en effet, considérer que l'on se trouve ici en présence d'un raccordement de client d'affaires (déploiement de type RCA), dont l'utilisateur final est le propriétaire du mobilier urbain considéré.

Il n'existe d'ailleurs aucun obstacle technique au raccordement effectif de ce type de mobilier urbain, les modalités opérationnelles de l'offre GC BLO permettant déjà dans le cadre des commandes de type RCA, de réaliser le percement d'une chambre du génie civil d'Orange et de réaliser le complément de génie civil nécessaire au raccordement des sites non adductés par l'opérateur historique.

S'agissant de la vidéo protection, la situation est toute autre puisqu'Orange interdit aux opérateurs alternatifs, par le biais des conditions contractuelles de l'offre d'accès, d'utiliser son génie civil pour procéder au raccordement de ce type d'équipement.

Or, il n'existe aucune justification réglementaire qui justifierait que le raccordement des équipements de vidéo protection soit écarté du périmètre de l'offre BLO, puisque cette opération s'analyse en un simple raccordement de client d'affaire dont l'utilisateur final est la collectivité.

Il est extrêmement regrettable d'un point de vue concurrentiel que la restriction afférente au raccordement des équipements de vidéo protection ne soit toujours pas levée, malgré les demandes répétées et anciennes des opérateurs alternatifs, et de la demande croissante des collectivités territoriales en la matière.

A vrai dire, sauf à considérer qu'Orange souhaite se réserver cet important marché naissant, nous comprenons difficilement pourquoi Orange est restée inflexible quant à l'interdiction de raccordement des équipements de vidéo protection, alors même que les récentes évolutions de l'offre BLO ont permis de lever les restrictions arbitraires imposés par l'opérateur historique quant à l'utilisation de son génie civil en vue du raccordement des éléments de réseaux distants.

En effet, il n'existe aucune justification technique à cette exclusion puisque l'opérateur historique procède lui-même au raccordement de ce type d'équipement en utilisant ses infrastructures de génie civil.

De surcroît, un opérateur alternatif peut d'ores et déjà procéder au raccordement d'équipements de vidéo protection en utilisant le génie civil d'Orange, dans le cadre de l'offre LGC DPR d'Orange (offre non régulée mettant en œuvre l'invitation au partage de l'article L47 du code des postes et communications électroniques).

Toutefois, les coûts afférents à l'utilisation de l'offre LGC DPR sont substantiellement plus élevés que ceux pratiqués dans le cadre de l'offre régulée d'accès au génie civil.

Ainsi, compte tenu des importantes redevances associées à l'offre LGC DPR, et des coûts de reproduction d'une infrastructure de génie civil en l'absence d'infrastructures tierces mobilisables, les opérateurs alternatifs se voient dans l'impossibilité de formuler des offres de raccordement susceptibles de concurrencer celles d'Orange.

L'interdiction faite aux opérateurs alternatifs de recourir à l'offre régulée d'accès au génie civil d'Orange pour procéder au raccordement des équipements de vidéo protection constitue donc une barrière à l'entrée de ce marché naissant, érigée par l'opérateur historique en vue de se le réserver, qu'il convient de lever au plus vite.

## Question 18

**Question 18 : les opérateurs sont invités à décrire précisément les problèmes opérationnels rencontrés à travers l'offre de génie civil pour le déploiement de boucles locales dédiées et à proposer des pistes d'amélioration.**

**De manière complémentaire, les opérateurs peuvent spécifier les conditions à vérifier sur les processus de cette offre de génie civil afin de respecter les contraintes inhérentes aux appels d'offres du marché entreprises.**

L'ARCEP considère que « si l'offre d'accès au génie civil permettant le déploiement de boucles locales dédiées s'avérait incompatible avec les exigences du marché, il pourrait être envisagé dans un second temps d'imposer une offre de location de fibre optique noire. »<sup>2</sup>.

---

<sup>2</sup> Document de consultation, P172



Numericable-Comptel considère que la création d'une offre de location de fibre noire est une proposition extrême, qui ne doit pas être utilisée par l'ARCEP pour sanctionner l'échec de l'accès au génie civil de l'opérateur historique. En effet, il reste à démontrer qu'une offre de location de fibre noire constitue bien une pénalité pour l'opérateur historique. Une offre de location de fibre noire permettrait à Orange de capter une part de la valeur plus importante que pour un accès au génie civil.

Plutôt que d'imposer une offre de location de fibre noire, Numericable-Comptel suggère que les travaux actuellement menés par l'ARCEP et les acteurs pour améliorer processus d'accès au génie civil soient poursuivis jusqu'à aboutir à une solution équitable entre tous les acteurs, et compatible avec les exigences du marché entreprise.

**A. Numericable-Comptel souhaite tout d'abord formuler plusieurs propositions pour améliorer le déploiement de boucles locales optiques dans le cadre de l'offre d'accès au génie civil :**

**1- Suppression des distinctions inhérentes au type de déploiement considéré**

L'offre GC BLO souffre aujourd'hui d'une particulière complexité, notamment due à ce qu'elle fait coexister 3 composantes distinctes (FTTx, RCA et REDR), dont chacune dispose de commandes propres répondant à un périmètre et à des critères distincts (nombre de chambres, travaux autorisés, taille de câble...).

Celui induit une grande complexité pour les divers intervenants (sous-traitants, SI...) dans l'élaboration des commandes d'accès, source d'augmentation des délais et coûts de déploiement, alors qu'en pratique, cette distinction ne reflète pas la réalité des déploiements car d'un point de vue technique, tous les tirages de câbles sont identiques, peu importe l'usage qui est fait du câble en définitive.

Les offres d'Orange ne rendent pas compte de cette réalité, et opèrent une discrimination au profit des opérateurs mobiles qui bénéficient de conditions d'accès au génie civil plus favorables que les opérateurs déployant une infrastructure fixe.

En vue d'alléger les modalités opérationnelles de l'offre de génie civil et d'améliorer les délais de déploiement, il serait souhaitable que les différentes commandes d'accès existantes soient communes à l'ensemble des composantes de l'offre de génie civil, et que les modalités de pose d'un câble ne soient pas conditionnées par l'usage qui en sera fait en définitive. Par exemple, au Royaume-Uni, la même offre d'accès au génie civil permet aux opérateurs des déploiements en FTTH, mais aussi des déploiements sur le tronçon NRA-SR.

Cela permettrait en outre aux opérateurs de réaliser des économies d'échelle par l'utilisation des fibres surnuméraires d'un même câble pour des besoins différents, et permettrait de surcroît de prévenir la saturation du génie civil.

## 2- Suppression du contrôle a priori des règles d'ingénierie et du cahier des charges

A ce jour, chaque commande d'accès impose à l'opérateur de constituer un important dossier dont l'établissement prend une part trop importante dans les délais de raccordement.

En effet, l'opérateur ne peut entamer son déploiement tant que sa commande d'accès n'a pas été préalablement validée par Orange au regard des règles d'ingénierie et du cahier des charges.

Ce contrôle a priori a pour conséquence d'allonger inutilement les délais de déploiements – ce qui est d'autant plus pénalisant lorsqu'il s'agit de raccorder un client d'affaires – alors même qu'un second contrôle du respect des règles d'ingénierie sera à nouveau effectué par Orange après la réalisation des travaux, au stade de la vérification du dossier de fin de travaux.

En vue d'améliorer les délais de raccordement, notamment dans le cadre de la clientèle d'affaires, il serait souhaitable que le contrôle du respect des règles d'ingénierie et du cahier des charges n'intervienne qu'après travaux, au stade de la vérification du dossier de fin de travaux.

## 3- Homogénéisation et simplification des commandes d'accès

Il convient de souligner que l'action de l'ARCEP a permis d'instaurer au sein de la dernière version de l'offre d'accès au génie civil, des commandes dites simplifiées, autorisant, sous conditions, l'opérateur à réaliser sans délai ses raccordements, le contrôle du respect des règles d'ingénierie et du cahier des charges étant réalisé uniquement au stade de la vérification du dossier de fin de travaux.

Si ces commandes simplifiées vont dans le bon sens, en ce qu'elles permettent à l'opérateur de maîtriser ses délais de raccordement en déployant son câble optique sans attendre la validation préalable d'Orange, leur périmètre actuel limité respectivement à 3 et 10 chambres pour les déploiements de type FTTx et RCA, paraissent trop juste pour recouvrir la majorité des cas rencontrés.

Cela est d'autant plus regrettable, qu'à l'heure actuelle, les déploiements de type REDR sont injustement favorisés par rapport aux déploiements de type FTTx et RCA, puisque la commande simplifiée de type REDR permet de réaliser la pose d'un câble optique transitant jusqu'à 100 chambres, alors même qu'il n'existe aucune justification technique permettant d'expliquer ce traitement de faveur.

En vue de parvenir à une simplification de l'offre de génie civil, il serait donc souhaitable de ne conserver qu'une seule commande simplifiée, avec contrôle des règles d'ingénierie et du cahier des charges après travaux, qui serait commune à l'ensemble des types de déploiement, et dont le périmètre serait suffisamment large pour recouvrir la majorité des cas de tirages simples rencontrés : tirage de câble sur au moins 100 chambres, percement de petit pied-droit et pose de boîte.

Les cas de tirages complexes nécessitant par exemple la dépose de câbles à 0, le regroupement de câbles, ou le percement de grands pieds droits, pourraient quant à eux être traités par une même commande complexe commune à l'ensemble des types de déploiements.

#### 4- Suppression des pénalités associées à l'utilisation des commandes simplifiées

La faculté actuellement offerte aux opérateurs alternatifs de recourir à ces commandes simplifiées est d'autant plus incertaine qu'elle les expose au paiement d'importantes pénalités en cas de non-respect des règles d'ingénierie ou du cahier des charges.

L'opérateur alternatif sera donc dissuadé d'y recourir en présence d'un raccordement dont la rentabilité attendue est faible ou incertaine – type raccordement résidentiel ou TPE-PME – compte tenu du montant des pénalités et surtout de la difficulté d'en estimer l'impact potentiel (pour rappel, il existe à ce jour pas moins de 50 causes de non-conformités différentes pouvant donner lieu à pénalité).

On peut d'ailleurs légitimement s'interroger sur la pertinence d'imposer des pénalités aux opérateurs alternatifs en cas d'erreur, tant sur le principe, qu'en raison du fait que l'opérateur s'expose d'ores et déjà à la dépose de son câble optique en cas de non-respect des règles d'ingénierie et du cahier des charges, ce qui apparaît déjà être une incitation suffisante au respect des règles applicables.

#### 5- Réparation par l'opérateur alternatif des conduites de génie civil cassées

S'agissant plus particulièrement de la situation du marché entreprise, le principal écueil auquel se trouvent aujourd'hui confrontés les opérateurs alternatifs, consiste en l'insuffisance du dispositif existant en matière de réparation des conduites cassées.

En effet, l'offre actuelle ne met à la charge d'Orange aucun délai contraignant, ni même obligation de réparation, lorsqu'un opérateur alternatif lui signale l'existence d'une conduite cassée faisant obstacle à ses déploiements.

L'inefficacité du système actuel, dont l'ensemble des opérateurs alternatifs ont pu faire le constat, les conduit en pratique à ne plus signaler les conduites cassées à Orange et à privilégier la recherche de parcours alternatif, ou la création de génie civil de contournement, ce qui représente à la fois une solution de substitution plus longue et plus coûteuse à mettre en œuvre.

Les opérateurs se trouvent donc actuellement discriminés par rapport à Orange, qui peut, de manière parfaitement discrétionnaire, se contenter de réparer les conduites défectueuses pour ses seuls besoins.

Or, la réparation du génie civil par l'opérateur qui déploie constitue le moyen le plus rapide et le moins onéreux de remédier à la présence d'une conduite cassée sur le parcours à emprunter.

Orange bénéficie par conséquent de conditions de déploiement plus favorables que ses concurrents puisqu'elle est la seule à pouvoir maîtriser et raccourcir ses délais de déploiement en réparant les conduites défectueuses rencontrées, et bénéficier ainsi de l'économie de temps et d'argent qui en résulte par rapport à la création d'un génie civil de contournement.

Les opérateurs alternatifs sont, quant à eux, contraints de mettre en œuvre une solution de contournement plus longue et plus coûteuse, notamment en cas de construction de génie civil de contournement, afin de raccorder leurs clients d'affaires dans les délais contractuels pour éviter de s'exposer au paiement de pénalités de retard.

Pour se prémunir de ce risque, les opérateurs alternatifs sont d'ailleurs tentés d'annoncer des délais de raccordement plus élevés, ce qui a pour conséquence de déprécier leurs offres de raccordement par rapport à celles d'Orange.

Il est donc crucial que les opérateurs alternatifs soient autorisés à réparer eux-mêmes les conduites cassées en cas de nécessité, afin qu'ils puissent bénéficier des mêmes conditions et coûts de déploiement que l'opérateur historique.

Cette solution présenterait en outre l'avantage de bénéficier à la collectivité des opérateurs en préservant les ressources de génie civil existantes, et en rationalisant les investissements de chacun. Ce raisonnement peut d'ailleurs également s'appliquer aux rehausses de cadres et tampons des chambres sous enrobé.

Il convient toutefois de préciser que si la problématique de la réparation du génie civil revêt une importance capitale dans le cadre du raccordement des clients d'affaires, cela n'en est pas moins vrai dans le cadre des raccordements de type FTTx et REDR, où il serait là aussi souhaitable que les opérateurs alternatifs soient également autorisés à réparer eux-mêmes le génie civil afin de bénéficier de conditions de déploiement non-discriminatoires.

Concernant plus particulièrement la prise en charge financière de ces réparations, il ne serait pas concevable que cette dernière repose sur les épaules de l'opérateur demandeur, alors que la réparation du génie civil vient renchérir le patrimoine d'Orange, et que les redevances acquittées par les opérateurs alternatifs pour l'accès au génie civil comprennent la maintenance de ce dernier.

#### 6- Suppression de l'obligation de sous-tubage préalable

L'obligation de sous-tubage préalable présente également un obstacle à l'accès au marché entreprise.

En effet, les opérateurs accédant au génie civil d'Orange sont aujourd'hui contraints de sous-tuber les alvéoles déjà occupés par un autre opérateur, en application du principe de séparation des réseaux.

Or, les coûts de sous-tubage sont difficilement estimables avant étude, ce qui conduit en pratique les opérateurs à chiffrer leur proposition de raccordement en prenant en compte l'hypothèse la plus défavorable, à savoir sous-tuber sur l'ensemble du

parcours, ce qui déprécie mécaniquement leur offre de raccordement par rapport à celle d'Orange.

En effet, l'opérateur historique bénéficie quant à lui d'un avantage économique et technique en la matière, puisqu'il rencontrera plus fréquemment des fourreaux déjà occupés par ses câbles, compte tenu de la préexistence des infrastructures constitutives de la boucle locale cuivre. Il sera donc moins fréquemment amené à sous-tuber que ses concurrents, et peut donc répercuter cet avantage concurrentiel sur ses offres de raccordement, que ce soit en termes de prix ou de délai.

En outre, il convient de souligner que la récupération des sommes exposées au titre du sous-tubage par l'opérateur auprès d'Orange, qui s'en voit attribuer la propriété, s'avère extrêmement difficile en pratique, puisque la validation des commandes d'accès est subordonnée à l'accord de sa part quant au devis proposé par l'opérateur alternatif.

Ce dernier se trouve donc en position de faiblesse vis-à-vis d'Orange dans le cadre de la négociation des prix de sous-tubage, compte tenu de ce que l'effectivité de l'accès au génie civil est subordonnée à l'accord d'Orange sur les prix.

L'opérateur alternatif est donc tenu d'accepter les conditions tarifaires proposées par Orange, quand bien même elle ne suffirait pas à couvrir les sommes exposées par lui au titre du sous-tubage, sauf à ne plus pouvoir accéder au génie civil.

A ce jour, Numericable comme Completel n'ont pas été en mesure de recouvrer, même partiellement, les sommes qui leur sont dues par Orange au titre du sous-tubage. Elles supportent donc, dans les faits, la charge financière du sous-tubage qui doit normalement incomber à Orange.

Orange fait ainsi planer une incertitude quant à la pérennité des déploiements de l'opérateur alternatif en refusant de valider les dossiers de fin de travaux qui lui sont soumis dans l'attente d'un accord sur les prix. Orange se réserve par la même occasion la faculté de demander ultérieurement la dépose des câbles de l'opérateur pour une éventuelle non-conformité, ce qui serait particulièrement préjudiciable, notamment en présence d'une liaison déjà mise en service.

Il est donc souhaitable que l'offre d'accès au génie civil soit amendée de manière à ce que la négociation des prix afférents au sous-tubage n'ait aucun impact opérationnel sur le déploiement des opérateurs alternatifs.

En tout état de cause, il n'est pas démontré que l'obligation de sous-tubage préalable présenterait un intérêt quelconque pour la protection des câbles optiques, ce qui a d'ailleurs été démontré par les résultats de l'expérimentation menée en ce sens à Montrouge sous l'égide de l'ARCEP.

A l'inverse, cette obligation a pour conséquence de saturer artificiellement le génie civil compte tenu du volume inutilement occupé par les sous-tubes. A titre d'illustration, l'expérimentation menée à Montrouge a permis de démontrer que le nombre de câbles optiques installés dans un même alvéole pouvait être doublé en supprimant le sous-tubage.

Il est donc souhaitable que l'obligation de sous-tubage préalable soit purement et simplement supprimée.

#### 7- Pérennisation des câbles déployés dans le génie civil

Ainsi que nous l'avons déjà évoqué supra, Orange effectue un double contrôle avant et après travaux du respect des règles d'ingénierie et du cahier des charges, sur la base de l'importante documentation que l'opérateur alternatif est tenu de lui remettre, et notamment du dossier de fin de travaux.

Si l'on a vu qu'il était souhaitable de cantonner le contrôle du respect des règles d'ingénierie à un unique contrôle après travaux, il est également nécessaire de revoir le dispositif existant afin d'assurer la pérennité du déploiement des câbles tirés par les opérateurs alternatifs.

En effet, à date, Orange réalise un contrôle statistique des dossiers de fin de travaux qui lui sont adressés, lesquels peuvent faire l'objet d'une acceptation ou d'un refus selon les cas.

Orange indique en outre réaliser des contrôles terrains par échantillonnage en complément, et ce, de manière parfaitement discrétionnaire.

Or, Orange se réserve la faculté de demander aux opérateurs de déposer leurs câbles ou de procéder à une remise en conformité, suite à la constatation d'une non-conformité relevée à l'occasion d'un contrôle terrain, quand bien même le dossier de fin de travaux de l'opérateur aurait déjà fait l'objet d'une validation par ses services.

En se réservant ainsi le droit de se déjuger quant à l'acceptation des dossiers de fin de travaux des opérateurs alternatifs, Orange fait peser une incertitude particulièrement pénalisante quant à la pérennité de leurs déploiements, laquelle est d'autant plus préjudiciable lorsque le câble a d'ores et déjà été mis en service.

Il donc souhaitable que le dispositif existant soit amendé pour qu'Orange :

- (i) soit tenue de se prononcer sur le refus ou l'acceptation définitive des dossiers de fin de travaux dans un délai déterminé, charge à elle d'effectuer tout contrôle terrain ou papier de son choix dans ce délai, étant toutefois précisé que son silence au terme dudit délai vaudrait alors acceptation tacite, et ;
- (ii) ne puisse plus demander à un opérateur de revenir sur les tirages et travaux réalisés lorsque le dossier de fin de travaux y afférent a fait l'objet d'une validation tacite ou expresse de sa part.

#### 8- Conditions de mise à disposition des plans du génie civil

Dans le cadre de sa réponses aux appels d'offres des clients professionnels, Numericable-Completel procède à l'étude des solutions techniques de raccordement, en évalue les coûts associés, et, enfin, soumet sa proposition finale.

Pour réaliser ces études, Numericable-Completel doit récupérer les plans du génie civil (PIT) sur la zone considérée auprès d'Orange. Les tarifs de ces plans sont élevés, et leur délai de mise à disposition est souvent incompatible avec les exigences des appels d'offres du marché « entreprise » :

- Le coût d'un plan sur une commune est prohibitif : 440€ par plan, soit près de 7M€ pour disposer des plans de la moitié des communes françaises ;
- Le délai de mise à disposition des plans peut atteindre 4 semaines, ce qui ne laisse que très peu de temps à Numericable-Completel pour répondre à l'appel d'offres.
- Les plans itinéraires ne sont pas actualisés par Orange alors même que l'ensemble des opérateurs les enrichissent au fur et à mesure de leurs interventions sur le terrain. En outre, toute nouvelle commande de plan portant sur une zone déjà commandée donne lieu à une facturation au tarif plein et ce sans aucune garantie d'actualisation des données. Orange devrait au contraire avoir pour obligation de fournir gratuitement aux opérateurs alternatifs les mises à jour des plans déjà commandés, et ce, selon une périodicité à définir.

(....)

## Question 25

### **Question 25 : l'Autorité invite les contributeurs à se prononcer sur un éventuel allègement des obligations tarifaires sur les liaisons d'aboutement.**

Les tarifs des liaisons d'aboutement (LA) sont actuellement soumis à une obligation de non éviction. L'ARCEP s'interroge sur la possibilité d'alléger les obligations tarifaires portant sur les LA.

En cas d'allègement des obligations tarifaires incombant aux LA, deux évolutions tarifaires sont naturellement possibles :

- Une baisse des tarifs de LA, de telle manière qu'il deviendrait plus intéressant pour les opérateurs alternatifs d'avoir recours aux LA plutôt qu'à d'autres solutions de raccordement. Un tel comportement entraînerait une augmentation du nombre de LA, écartant les opérateurs alternatifs de la colocalisation, pourtant considérée par l'ARCEP comme l'option standard<sup>3</sup> de raccordement.
- Une augmentation des tarifs de LA, réduisant la flexibilité dont bénéficient les opérateurs alternatifs quant au choix de leur raccordement, et les orientant vers des solutions de colocalisation plus capitalistiques.

Un allègement des obligations tarifaires portant sur les LA inciterait ainsi les opérateurs alternatifs à choisir une solution de raccordement non optimale (en cas de baisse des tarifs), ou réduirait la flexibilité qui est nécessaire à leur développement sur un marché encore largement dominé par Orange.

---

<sup>3</sup> Document de consultation publique – P179



## Question 28

**Question 28 : les contributeurs sont invités à formuler d'éventuelles observations concernant l'analyse proposée des problématiques relatives à la fluidité du marché.**

L'ARCEP identifie les problématiques de migration comme le principal levier d'action pour améliorer la fluidité du marché entreprise. En particulier, l'ARCEP relève plusieurs clauses contractuelles susceptibles d'augmenter les coûts de sortie et de contribuer à figer le marché.

Numericable-Completel partage l'analyse de l'ARCEP, et identifie les problématiques de migration comme un frein du développement de la concurrence sur le marché entreprise. Néanmoins, Numericable-Completel considère que le cœur de la problématique de fluidification du marché réside dans la facilitation de la migration technique des lignes, et non dans l'abolition de certaines clauses contractuelles.

Par comparaison avec les dispositions contractuelles en vigueur dans les contrats résidentiels, force est de reconnaître que les clauses contractuelles relevées par l'ARCEP peuvent sembler de nature à freiner les changements d'opérateurs. Ce sentiment doit néanmoins être mitigé par les différences intrinsèques entre les marchés résidentiel et professionnel : le raccordement d'un client professionnel nécessite généralement des investissements importants au regard du tarif mensuel de détail. Dès lors, il est nécessaire pour les opérateurs de sécuriser leurs revenus via des clauses contractuelles, au risque de mettre en péril la rentabilité de la ligne en cas de rupture du contrat avant la fin de la durée de vie du client anticipée lors de la formulation de l'offre.

Le principal frein à la fluidité du marché repose aujourd'hui dans les problématiques de migration d'un opérateur à un autre. En particulier, la migration impose souvent une interruption de service lors du basculement d'un opérateur vers un autre. Pour de nombreux professionnels, la connexion (très) haut débit est un élément indispensable au bon déroulement de leurs activités : ils souhaitent une disponibilité totale de leur connexion, et sont réticents aux risques techniques inhérents à un changement d'opérateur (retards notamment).

Afin d'éviter les interruptions de service trop longues lors de la migration, Numericable-Completel propose que soit imposée à Orange la mise à disposition temporaire et sans engagement d'une liaison CE2O ou CELAN sous 48/72h. Un tel dispositif permettrait aux opérateurs alternatifs, pendant le déploiement de leur infrastructure propre, de raccorder un nouveau client à leur réseau et lui faire bénéficier immédiatement des nouveaux tarifs et services négociés.

## Question 31

**Question 31 : l'Autorité invite les opérateurs et les collectivités territoriales concernées à lui faire part de leur analyse des enjeux et de l'impact d'un ajustement de la liste des communes des zones très denses.**

### **Le véritable enjeu concerne les zones AMII**

L'ARCEP pose la question de la pertinence de réduire la liste des communes situées en zones très denses (en particulier celles constituées de poches de basse densité) et de l'impact d'un tel ajustement.

En faisant glisser des communes des zones très denses en zones moins denses, l'ARCEP vise à augmenter la mutualisation des déploiements FTTH. En effet, pour ces communes qui appartiendraient désormais aux zones moins denses, la mutualisation du réseau FTTH ne se ferait plus seulement sur la partie verticale, i.e. dans les immeubles<sup>4</sup>, mais aussi sur la partie horizontale du réseau, jusqu'à un point de mutualisation d'au moins 300 lignes<sup>5</sup>. L'effet de cette mesure est donc de limiter la concurrence par les infrastructures sur les communes changeant de zone.

Toutefois, le véritable enjeu ne se situe ni sur le périmètre des zones très denses, ni sur celui de ces quelques communes qui ne regroupent que 444 400 logements<sup>6</sup> (un peu plus de 1% des logements français). **Le véritable enjeu se situe sur le périmètre des zones dites AMII, qui couvrent plus de 10 millions de logements soit plus du tiers des logements français.** Dans les zones AMII, les déclarations d'intention d'Orange et de SFR bloquent tout déploiement avec intervention publique depuis début 2011.

Les zones AMII ont été définies à la suite de l'appel à manifestation d'intérêt d'investissement lancé par le Gouvernement entre juillet 2010 et février 2011. Cet appel a visé à recenser les projets de déploiement à 5 ans (i.e. dont les travaux débutent en 2015) de réseaux FTTH des opérateurs en dehors des zones très denses et ne nécessitant pas de subventions publiques. Plusieurs opérateurs ont répondu<sup>7</sup>, Orange et SFR ayant déclaré les principales intentions de déploiements. Le nouveau plan France Très Haut Débit, publié en Avril 2013, conforte cette situation : il permet seulement de subventionner les projets des collectivités locales couvrant une zone où aucun opérateur ne s'est engagé à déployer dans les 3 ans à venir (au moment de la demande de subvention) et achever les déploiements au plus tard 5 ans après le début des travaux.

---

<sup>4</sup> Cf. ARCEP, Décision n° 2009-1106 en date du 22 décembre 2009

<sup>5</sup> Cf. ARCEP, Décision n° 2010-1312 en date du 14 décembre 2010

<sup>6</sup> Source : ARCEP, Consultation publique ouverte du 4 juillet au 16 septembre 2013, page 186

<sup>7</sup> En dehors d'Orange et SFR, Iliad, Covage, Alsatis et Ezyla ont répondu

A mi 2013, soit 2 ans et demi après l'appel à manifestation d'intérêt d'investissement, le nombre de logements éligibles au FTTH se situe entre 55 000 et 415 000 d'après les chiffres de l'ARCEP<sup>8</sup>, soit entre 0,6% et 4% des logements. A ce rythme, il faudrait au mieux 62,5 ans pour couvrir les zones AMII<sup>9</sup>.

Aujourd'hui, 2 ans après l'appel à manifestation, aucun bilan n'a été mené. L'Avicca rappelle ainsi : « *Un bilan devait être tiré deux ans après le lancement de l'appel à manifestation d'intérêt des opérateurs privés. A ce jour aucun chiffre n'est publié, mais il est certain que le résultat est mince.* »<sup>10</sup>

(.....)

Ce risque a d'ailleurs été identifié à plusieurs reprises au cours du processus :

- dès 2010 par l'Autorité de la Concurrence qui a très précisément identifié le problème dans son avis n°10-A-07<sup>11</sup> :
  - « *Dissuasion des déploiements tiers (préemption de la partie « horizontale » des déploiements)*
  - 88. Si le scénario précédent de préemption a au moins le mérite de permettre un déploiement de la fibre sur le territoire, il est également envisageable que les annonces de déploiement de l'opérateur historique ne soient pas pleinement suivies d'effet et conduisent à un gel au moins partiel des déploiements de fibre sur les territoires concernés. »*
  - « *Afin de préserver ce rôle d'aiguillon des collectivités territoriales pour le déploiement de la fibre par l'opérateur historique en zone II, il importe enfin de limiter le risque d'annonces exagérément ambitieuses dans le cadre du volet A, visant à geler durablement l'intervention des collectivités territoriales. »*
- la Commission Européenne qui indique : « (65) Le risque existe qu'une simple « manifestation d'intérêt » par un investisseur privé puisse retarder la fourniture de services à haut débit dans la zone visée si, par la suite, aucun investissement n'est réalisé alors que l'intervention publique est bloquée. L'autorité chargée de l'octroi de l'aide pourrait donc exiger, avant de différer

---

<sup>8</sup> Source : observatoire de l'ARCEP. L'ARCEP indique qu'il y a 415 000 logements éligibles au FTTH en dehors des zones très denses. Or, les zones AMII ne couvrent qu'une partie des communes situées en dehors des zones très denses, puisque le reste des communes est couvert par l'initiative publique. Sachant qu'il y a 360 000 logements en France éligibles au FTTH via des réseaux d'initiative publique, on peut en déduire que le nombre d'accès FTTH construits par Orange et SFR en zones AMII est compris entre 55000 (si les 360 000 logements couverts par des RIP sont intégralement en dehors des zones très denses) et 415000 (si les 360 000 logements couverts par des RIP sont intégralement dans les zones très denses)

<sup>9</sup> A noter que le chiffre exact de déploiements en zone AMII n'est pas public

<sup>10</sup> <http://www.avicca.org/Bilan-du-THD-au-1T-2013.html>

<sup>11</sup> Avis n° 10-A-07 du 17 mars 2010 relatif à une demande d'avis du ministre de l'économie, de l'industrie et de l'emploi et du ministre chargé de l'industrie sur le programme national « très haut débit »

*l'intervention publique, que l'investisseur privé prenne certains engagements »<sup>12</sup>.*

L'Autorité de la Concurrence recommandait ainsi « *de fixer une clause de rendez-vous, par exemple à l'horizon de deux ans pour permettre au marché de révéler ses intentions. En tout état de cause, les observations formulées par l'Autorité dans le présent avis ne sauraient valoir au-delà d'une durée de cet ordre.* » Ce bilan, demandé également par l'Avicca (cf. ci-dessus), n'a pas eu lieu.

En 2011, malgré ces mises en garde, le doute était permis. Il ne l'est plus aujourd'hui. Malgré l'absence de bilan chiffré complet plus de deux ans après l'AMII, les chiffres agrégés de déploiement de l'ARCEP et l'avis de l'Avicca précédemment cités en attestent. Dans leur récent rapport d'information fait au nom de la commission sénatoriale pour le contrôle de l'application des lois (1) sur l'action des collectivités locales dans le domaine de la couverture numérique du territoire, les sénateurs Rome et Hérisson ne font pas un constat différent :

- « *dans les mêmes zones, la procédure n'avait pas permis d'aboutir à des engagements formalisés juridiquement, sauf à recourir à des constructions juridiques telle que la théorie du contrat unilatéral, qui n'ont pas une absolue solidité ; autrement dit, outre un peu plus de visibilité sur les intentions des opérateurs, l'appel à manifestation d'intérêts avait surtout permis à chacun d'eux de « réserver une option » sur le futur, évinçant toute forme d'investissement public (si l'on suit la doctrine européenne) ou, en tout cas, les investissements publics ne respectant pas les critères de l'investisseur avisé ; si cette option était limitée (5 ans ou 3 ans selon que la réglementation choisie pour référence est celle de l'ARCEP ou la réglementation européenne qui, sous cet angle, une fois n'est pas coutume, est moins accommodante pour les opérateurs privés), il était peu probable que cette limitation joue effectivement étant donné la capacité dont, entretemps, pourrait se saisir les opérateurs de « geler » les territoires concernés par exemple en procédant au métrage des territoires correspondants* »
- « *l'improbabilité que les intentions d'investissement affichées lors du processus AMII soient respectées ; b) Tirer au plus vite les conséquences de la carence prévisible des opérateurs dans la zone d'intérêt privé. L'absence de portée appréciable des intentions d'investissement manifestées à l'occasion du processus AMII a renforcé son potentiel de déséquilibre du projet de modernisation en cours. La réservation au profit des opérateurs privés d'une option sur les territoires concernés a pour effet de réduire les possibilités d'équilibrage des réseaux publics par extension de leur assiette géographique. Or, de cette extension dépend la valeur du coût unitaire des équipements et celle des recettes globales qu'on peut attendre des RIP* ».

---

<sup>12</sup> Lignes directrices de l'UE pour l'application des règles relatives aux aides d'État dans le cadre du déploiement rapide des réseaux de communication à haut débit

- *« En bref, l'option des opérateurs sur la zone AMII altère le « business plan » des réseaux publics, à un point qui peut être tel que ces réseaux ne soient finalement pas investis ou alors à des coûts publics supérieurs à ceux qu'ils occasionneraient dans une autre configuration ».*

(surligné par l'auteur)

Si l'envergure des zones AMII est réduite, alors la mise à niveau des réseaux câble via l'intervention publique permettra de mettre à disposition d'un grand nombre de foyers le très haut débit, à moindre coût et très rapidement. Le plan France Très Haut Débit indique ainsi *« Dès lors qu'une collectivité territoriale envisage, dans une zone d'intervention publique (hors des « zones conventionnées »), une opération de modernisation des réseaux câblés par le déploiement de fibre optique qui répondra aux conditions fixées avec l'ARCEP, son projet pourrait être soutenu par le programme national dans les mêmes conditions que la montée en débit sur le réseau cuivre de France Télécom. »*

Les sénateurs Rome et Hérisson ont constaté les économies considérables que pourraient procurer la mise à niveau du réseau câble :

- *« Lors de leurs travaux, vos rapporteurs ont été sensibilisés aux gains de coûts de déploiement qu'offrirait l'utilisation du réseau câblé pour déployer le FttH »,*
- *« La couverture des 4 millions de logements pouvant être desservis à un terme de 5 ans nécessiterait un investissement de l'ordre de 1 à 1,5 milliard d'euros », soit beaucoup moins que ce qui serait nécessaire en FTTH. »*

Ils en concluent : *« Vos rapporteurs ont eu l'occasion de mentionner l'hypothèse qu'une exploitation des capacités de ce réseau puisse présenter un moyen d'optimiser financièrement l'ambition du déploiement du THD. Il faut évaluer au plus vite cette perspective ainsi que procéder à une étude approfondie des moyens d'optimiser le soutien public en n'excluant pas un réseau qui, au demeurant, constitue en partie un bien de retour pour les collectivités territoriales et serait assez largement ouvert si l'on en croit le catalogue des offres de l'opérateur. »*

Ainsi, la mise à niveau des réseaux câble sur certaines communes des zones AMII permettrait d'offrir le très haut débit rapidement et à moindre coût.

### **Pour accélérer le déploiement, plusieurs actions doivent être menées**

Au final, plusieurs actions doivent être menées par le régulateur et/ou les autorités concernées afin de permettre une intervention publique plus large, et réduire le périmètre des zones AMII :

- Faire un bilan des déploiements dans la zone AMII et *a minima* publier les chiffres du nombre de logements éligibles au FTTH en zone AMII ;
- Raccourcir le délai de l'option de 5 ans à 3 ans pour les zones AMII :
  - Les sénateurs Rome et Hérisson précédemment cités avaient identifié cette possibilité : « *Le raccourcissement des délais de l'option, de 5 ans à 3 ans (comme dans le droit européen), pourrait être l'une des réformes à apporter en France.* » ;
  - Les lignes directrices de la Commission Européenne recommandent une durée de 3 ans et non de 5 ans ;
  - Le plan national très haut débit du Royaume-Uni prévoit par exemple une durée de 3 ans<sup>13</sup>.
- Contraindre plus fortement les opérateurs et ne pas se contenter d'intentions sans engagements :
  - La Commission Européenne le demande dans ses lignes directrices : « *Ceux-ci devraient avoir pour but de garantir que, dans les trois ans ou le délai supérieur prévu pour l'investissement bénéficiant de l'aide, des progrès significatifs soient accomplis en ce qui concerne la couverture. Il peut aussi être exigé de l'opérateur concerné qu'il conclue un contrat reprenant les engagements de déploiement. Ce contrat pourrait fixer un certain nombre d'échéances à respecter au cours de la période de trois ans, ainsi qu'une obligation de faire rapport sur les progrès accomplis. En cas de défaut, l'autorité chargée de l'octroi de l'aide pourrait alors mettre à exécution ses plans d'intervention publique. Cette règle s'applique tant aux réseaux classiques qu'aux réseaux NGA.* »<sup>14</sup>
  - Les sénateurs Rome et Hérisson indiquent dans leur rapport « *En second lieu, il faut mentionner la proposition en cours de discussion que la doctrine de soutien financier proposée par le projet de feuille de route comprenne un élargissement territorial pour surmonter cette carence. Il s'agirait d'ouvrir le soutien de l'État aux investissements des collectivités locales lorsque les engagements pris par les opérateurs dans des "*

---

<sup>13</sup> European Commission State aid SA.33671 (2012/N) – United Kingdom National Broadband scheme for the UK - Broadband Delivery UK Target areas: The funding provided under the current scheme may be used to deliver local (or community) basic broadband projects in "basic broadband white areas" and NGA projects in "white NGA areas". For the purposes of this aid scheme, "basic broadband white areas" are areas where basic broadband services at a minimum download speed of 2 Mbps are not available at affordable prices<sup>18</sup> and there are no private sector plans to deliver such services in the next three years.<sup>19</sup> For the purposes of this aid scheme, "white NGA areas" are areas where NGA broadband services at an access (download) speed of more than 30 Mbps<sup>20</sup> are not available at affordable prices<sup>21</sup> and there are no private sector plans to deliver such services in the next three years. The targeted "white NGA areas" shall be considered as "white" or "grey" areas from basic broadband point of view, as there are no two competing broadband infrastructures (such as cable and xdsl) in place<sup>22</sup>.

<sup>14</sup> Lignes directrices de l'UE pour l'application des règles relatives aux aides d'État dans le cadre du déploiement rapide des réseaux de communication à haut débit (2013/C 25/01)

*conventions de programmation et de suivi des déploiements " à créer ne seraient pas respectés. L'assiette territoriale concernée est apparemment plus large que celle des zones AMII, qui est généralement au cœur des interrogations sur la portée des engagements des opérateurs privés et la façon de les sanctionner, puisque les conventions mentionnées devraient couvrir la totalité des projets des opérateurs.»*

- L'Autorité de la Concurrence indiquait dès 2010 dans son avis 10a07 *« En pratique, compte tenu du caractère non contraignant du programme, sa bonne marche repose sur un équilibre entre l'incitation des différents acteurs à y inscrire leurs déploiements, ce qui conduit l'Autorité de la concurrence à formuler les observations suivantes : - l'engagement de couverture " intensive " que seront amenés à prendre les opérateurs dans le cadre du volet A est tout à fait crucial ; le gouvernement pourra chercher à préciser les obligations de couverture des opérateurs de façon à maximiser les chances que ces engagements soient pleinement mis en oeuvre et ne soient pas l'objet de contestations ultérieures. »* .
- Elle l'a répété dans son avis 12a02 en 2012 :
  - *« L'Autorité de la concurrence invite ainsi les pouvoirs publics à exiger des opérateurs la plus grande précision dans leurs intentions de déploiement et à veiller de manière régulière à leur strict respect. Pour la crédibilité du dispositif, il importe également que, dans l'hypothèse où les projets d'investissement devraient s'écarter de la trajectoire initialement prévue, le gouvernement envisage sérieusement de revoir en profondeur la logique du PNTHD. »*
  - *« Comme signalé plus haut, de nombreux intervenants s'inquiètent de la priorité donnée par le programme national très haut débit (PNTHD) aux déploiements des opérateurs privés par rapport aux initiatives des collectivités locales. Certains d'entre eux craignent que les engagements des opérateurs ne soient pas pleinement suivis d'effets, conduisant à des retards et à des surcoûts importants dans la couverture des territoires en très haut débit. Le risque d'une stratégie de gel des déploiements, consistant pour un opérateur à annoncer des intentions d'investissement exagérées en vue de paralyser toute initiative alternative, qu'elle soit publique ou privée, est particulièrement redouté. »*
- Le Plan France Très Haut Débit, prévoit des contraintes plus fortes mais ces contraintes restent à préciser.<sup>15</sup>

---

<sup>15</sup> « Ainsi, seront précisément identifiées des « zones conventionnées » dans lesquelles au moins un opérateur s'est engagé de manière crédible à déployer un réseau homogène et complet à moyen terme. Dans ces zones, il est recommandé qu'une « convention de programmation et de suivi des déploiements » soit signée entre l'opérateur, les collectivités territoriales concernées et l'Etat. Dans ces « zones

---

*conventionnées », le Plan France Très Haut débit ne soutiendra pas les déploiements de réseau d'initiative publique (en accord avec les lignes directrices de la Commission européenne relatives aux aides d'Etat pour le déploiement des réseaux à haut et très haut débit). En dehors de ces « zones conventionnées », le Plan France Très Haut Débit soutiendra financièrement et opérationnellement, sous réserves des conditions précisées dans le cahier des charges, le déploiement des réseaux d'initiative publique portés par les collectivités territoriales. »*

*« Après saisine du Préfet de Région et en cas de défaillance caractérisée d'un opérateur au regard des engagements de déploiement et/ou de transparence pris dans le cadre de la convention, en tenant compte des éventuels accords conclus avec d'autres opérateurs concernant ces engagements de déploiement, la Collectivité peut solliciter, selon les modalités prévues au § 3.5, un soutien complémentaire du FSN. Cette demande est instruite par les instances décrites au § 3. Elle fait, en particulier, l'objet d'un avis du Préfet de Région. » Source : Investissements d'Avenir – Développement de l'Économie Numérique France Très Haut Débit Réseaux d'initiative publique*

---



### **Questions 33, 34, 35**

**Question 33 : les contributeurs sont invités à commenter l'opportunité de se fonder sur les réseaux mutualisés pour répondre aux besoins des entreprises, et à préciser les conséquences à en tirer en matière d'architecture technique.**

**Question 34 : les contributeurs sont invités à commenter l'analyse préliminaire de l'Autorité quant à l'émergence à terme d'offres entreprises sur BLOM.**

**Question 35 : l'ARCEP invite les opérateurs à faire part de leur réaction face à la perspective de tels travaux et, le cas échéant, à formuler des propositions pour l'intégration des BLOD dans les déploiements de BLOM. Plusieurs dimensions du problème sont à considérer, comme : la zone géographique (zones très denses ou zones moins denses), le segment de réseau (desserte, transport ou collecte), etc.**

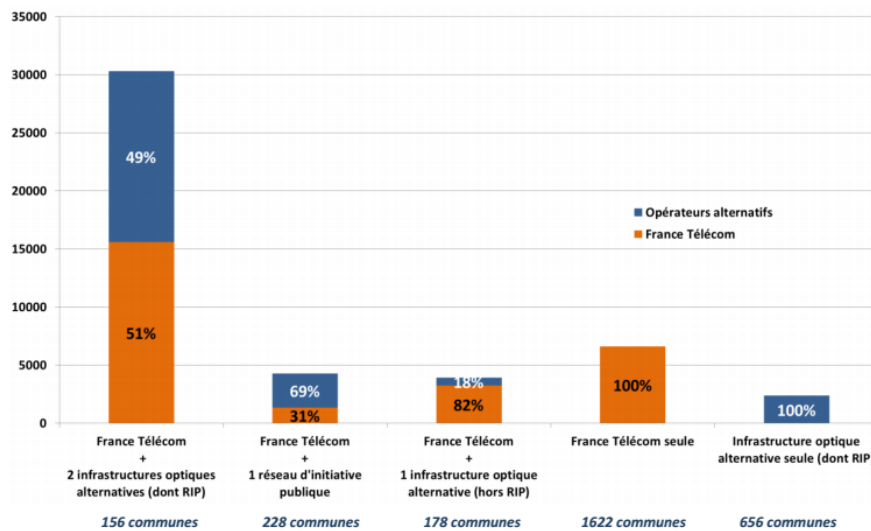
L'ARCEP s'interroge sur l'opportunité de dimensionner les réseaux BLOM de manière à pouvoir servir la clientèle entreprise et/ou, d'intégrer les BLOD dans les déploiements de BLOM.

En introduction, Numericable-Comptel souhaite revenir sur le bilan concurrentiel du marché des BLOD dressé par l'ARCEP dans son document de consultation publique.

Les chiffres avancés par l'ARCEP semblent montrer un degré de concurrence significatif - même si stable depuis 2008 - et fortement dépendant du nombre de boucles locales optiques présentes sur chaque zone géographique. Ces chiffres agrégeant les infrastructures alternatives des RIP d'une part, et des opérateurs d'autre part, masquent la nécessité de protéger les boucles FTTO des opérateurs alternatifs.

Les RIP FTTO bénéficient de subventions qui autorisent une politique tarifaire agressive, leur permettant de capter des parts de marché importantes (69% d'après l'ARCEP, cf. figure 1 ci-dessous) là où ils sont en concurrence avec l'opérateur historique. Les boucles FTTO alternatives, non subventionnées, obtiennent des parts de marché bien plus faibles (18%). Dès lors, dans les zones où existent la boucle historique, une boucle FTTO alternative et un RIP, il est indéniable que les 49% de part de marché des infrastructures alternatives ne se répartissent pas également entre les RIP et les boucles FTTO alternatives.

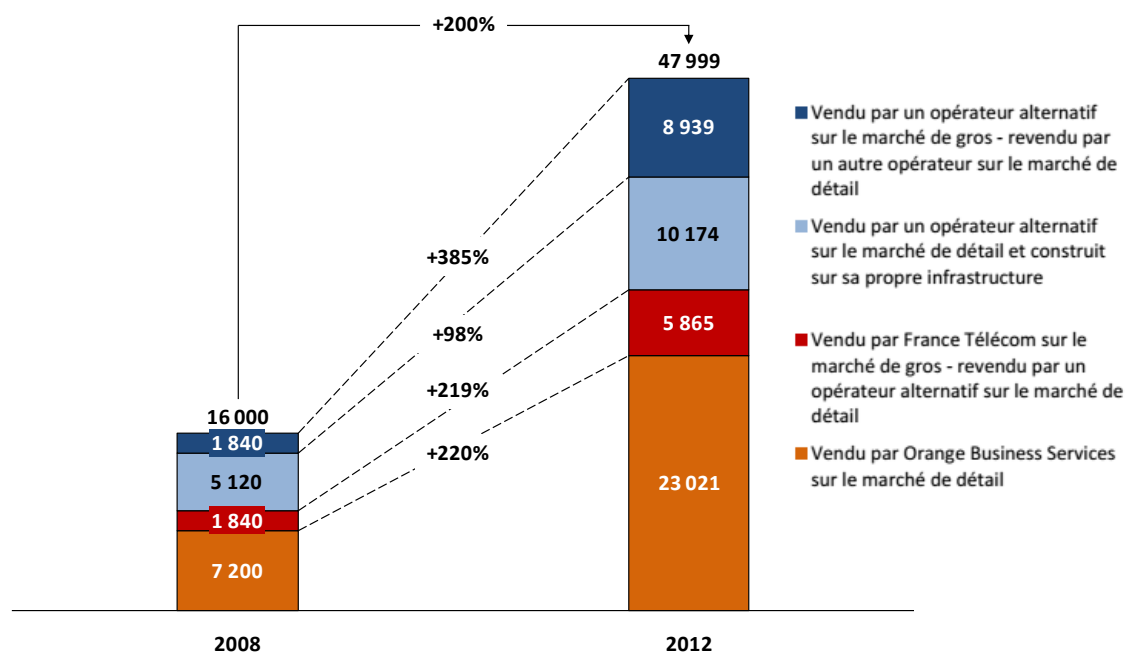
**Figure 1 : Nombre d'accès construits et en service sur BLOD, et répartition des accès entre infrastructure d'Orange et des opérateurs alternatifs**



Source : ARCEP, document de consultation, p 146

De même, le graphique inséré en page 144 du document de consultation montre que le volume des accès vendus par Orange sur le marché de gros et sur le marché de détail a crû plus vite que le marché ce qui démontre un affaiblissement de la concurrence par les infrastructures. Sa part de marché est bien plus élevée que sur l'autre marché des télécoms en France où la concurrence par les infrastructures est aussi en vigueur, i.e. le marché mobile (l'infrastructure FTTO d'Orange a une part de marché de 60% alors que l'infrastructure mobile d'Orange est inférieure à 40%). D'autant que le nombre d'accès vendus par un « opérateur alternatif sur le marché de gros – revendu par un autre opérateur sur le marché de détail » - supportés par les RIP, a crû presque deux fois plus vite que le marché entre 2008 et 2012 (+ 385% dans un marché dont le volume a augmenté de 200%), alors que la part des accès supportés par les boucles locales alternatives a crû moitié moins vite que le marché (+98%), et deux fois moins vite que celle des accès supportés par l'infrastructure d'Orange.

**Figure 2 : évolution en volume du nombre d'accès en fibre optique dédiées aux raccordements de clients non résidentiels**



Source : Analyse Numericable-Completel, d'après ARCEP, document de consultation, p 144

En d'autres termes, l'ARCEP ne doit pas perdre de vue la précarité de la rentabilité des BLOD sous prétexte de la croissance des parts de marchés des RIP FTTO. Au contraire, à force de baisse des prix d'Orange (tel que mentionné par l'ARCEP dans le graphique inséré P143 du document de consultation), la rentabilité des BLOD est remise en cause et par là-même, la concurrence par les infrastructures par l'initiative privée sur ce segment de marché. Il convient de préserver cette concurrence instaurée par l'ARCEP depuis seulement 7 ans<sup>16</sup>, soit une durée relativement restreinte par rapport à la durée de vie économique des actifs déployés.

La stratégie de Completel repose sur le déploiement d'infrastructures alternatives aux infrastructures historiques jusqu'à l'abonné. Completel a ainsi consenti de lourds investissements dans la première boucle locale optique alternative française, comptant plus de 10 000 km de fibre optique répartis sur une soixantaine d'agglomérations et connectant plus de 8 000 sites entreprises en très haut débit. La rentabilité des investissements passés doit être préservée pour le financement des déploiements futurs.

Numericable-Completel invite l'ARCEP à revoir ses « perspectives » pour sauvegarder la viabilité économique des opérateurs alternatifs (hors RIP) avec leur part de marché réelle.

<sup>16</sup> L'obligation de non éviction figure dès la décision 2006-0582 du 26 septembre 2006

Dans ce contexte, Numericable-Completel constate qu'à mesure que la taille des entreprises diminue, leurs besoins en termes d'accès fixe se rapprochent de ceux de la clientèle résidentielle. Dès lors, sur le segment bas du marché (petites entreprises), la différenciation technique entre clientèle professionnelle et résidentielle est ténue, et réside essentiellement dans des engagements portant sur le rétablissement du service en cas d'interruption.

Il est cependant inévitable qu'à un point, les BLOD et les BLOM adresseront les mêmes clients. Grâce à leur structure de coût plus légère, les BLOM bénéficieraient d'un avantage concurrentiel décisif, leur permettant de capter une très grande partie du segment bas du marché, et entraîner la migration de clients BLOD vers des offres BLOM. Les opérateurs centrés sur le marché entreprise ayant déployés des BLOD en propre verraient alors la rentabilité de leur investissements menacée, alors que la concurrence par les infrastructures instaurée par la régulation n'est pas encore pérenne comme le montre les données collectées par l'ARCEP.

En conclusion, Numericable-Completel souhaite attirer l'attention sur l'absolue nécessité de préserver les investissements déjà réalisés par les opérateurs dans les BLOD. Dès lors, l'émergence d'offres d'entreprises sur BLOM est souhaitable, mais uniquement dans les zones où ceci ne concurrence pas les BLOD.

L'intégration des BLOD dans les déploiements BLOM constitue une solution économiquement pertinente pour le déploiement de BLOD dans les zones où une BLOM existe. Au surplus, une telle intégration représente une opportunité supplémentaire de rentabiliser les investissements réalisés par les opérateurs de BLOD.

## **Question 38**

**Question 38 : les contributeurs sont invités à réagir sur l'analyse de l'ARCEP concernant les conditions permettant l'émergence et le développement des offres activées à très haut débit**

(.....)

## Questions 39, 40 et 41

**Question 39 : les contributeurs sont invités à se prononcer sur l'existence d'une telle zone de concurrence par les infrastructures et, le cas échéant, à fournir des éléments objectifs permettant de la caractériser**

**Question 40 : les contributeurs sont invités à commenter le dispositif de régulation envisagé.**

**Question 41 : l'Autorité invite les acteurs à commenter le dispositif de régulation envisagé et à formuler leurs éventuels commentaires quant au niveau tarifaire des offres de détail d'OBS.**

Pour le prochain cycle de régulation, l'ARCEP envisage un dispositif de régulation prévoyant des remèdes différents en fonction de l'intensité concurrentielle :

- dans la zone de concurrence par les infrastructures, obligation de non-éviction pour le prochain cycle ;
- dans la zone de concurrence par les services, obligation de non-éviction et de non excessivité.

Le dispositif de régulation envisagé par l'ARCEP est, sans raison évidente, incohérent avec la régulation envisagée pour le service de bitstream SDSL qui prévoit l'orientation vers les coûts dans la zone la moins concurrentielle.

En conséquence, de telles dispositions poseraient inmanquablement la question de la cohérence de la régulation tarifaire des offres d'Orange, en permettant à l'opérateur historique de réaliser les marges les plus conséquentes là où il est le moins susceptible d'être soumis à la concurrence.

Pour Numericable-Comptel, compte tenu de la fragilité de la situation concurrentielle des BLOD alternatives à Orange (cf. réponse aux questions 33, 34 et 35), il est essentiel que l'obligation de non-éviction soit imposée à Orange et appliquée.

Numericable-Comptel souhaite souligner un élément de l'environnement concurrentiel des marchés 4, 5 et 6, et qui est particulièrement important dans le cadre des pratiques d'éviction d'Orange sur le marché des BLOD à savoir la forte présence de l'Etat français dans le capital et les instances de gouvernance d'Orange. Cet élément d'importance ne figure pas dans la consultation de l'ARCEP. Or cette prégnance de l'Etat n'est pas neutre sur la concurrence : elle fournit un avantage à Orange à travers une capacité de refinancement dont ne disposent pas ses concurrents. Parmi les opérateurs historiques européens, Orange est celui qui dispose

de la notation la plus solide<sup>17</sup> en dépit de résultats opérationnels et d'un cours de bourse qui n'ont, quant à eux, rien d'exceptionnels pour le secteur. En réalité, cette notation s'explique car Orange dispose d'une structure d'endettement principalement basée sur des obligations permettant une maturité de la dette de plus de 9 ans qui place l'opérateur dans une situation de moindre dépendance des marchés pour assurer son financement. Cette structure de financement différenciée par rapport à celle de ses homologues européens n'est accessible que par l'appétence particulière des investisseurs institutionnels ('zinzins') pour la dette d'Orange. Cette appétence résulte d'une analyse rationnelle fondée sur un moindre risque de la dette d'Orange car il ne fait aucun doute que l'Etat français soutiendra envers et contre tout « son » opérateur en cas de crise de liquidités. Cette appréciation ne procède pas de l'intuition, elle est basée sur l'expérience. En effet, l'Etat-actionnaire a déjà secouru Orange dans des circonstances de crise de liquidités en 2002 sous forme d'une ligne de crédit de 9 milliards d'euros illicite au regard du droit européen des aides d'Etat<sup>18</sup>. La condamnation de l'aide apportée par l'Etat français à Orange a été définitivement confirmée par la Cour de Justice des Communautés européennes en mars 2013 : *«C'est à bon droit que la Commission européenne a constaté que cette annonce d'avance d'actionnaire constituait un avantage octroyé au moyen de ressources de l'État»* indique la cour soulignant sans ambiguïté l'avantage indu dont Orange dispose face à ses concurrents grâce au concours de l'Etat. Si la pratique a été sanctionnée, la Commission n'a pour l'heure prévue aucune récupération ou dommage renforçant ainsi la crédibilité du potentiel financier que procure l'adossement d'Orange sur les finances de l'Etat français. Opérateur soumis à une moindre contrainte de financement, Orange peut dès lors mobiliser ses ressources pour pratiquer des prix de détail particulièrement agressifs ce dont se plaignent tous les concurrents. Il en ressort une position d'Orange ultra-dominante sur le marché des entreprises qui ne peut qu'interpeller l'ARCEP et dont l'une des origines se trouve dans les marges de manœuvre financière indues dont bénéficie l'opérateur dominant. Numericable-Completel demande un renforcement du contrôle de l'ARCEP sur les prix de gros et de détail à destination de la clientèle non-résidentielle pratiqués par Orange en particulier par la détermination de prix d'éviction.

Les protocoles internes actuels utilisés par Orange illustrent parfaitement la nécessité de surveillance des offres de gros et de détail d'Orange et de renforcer la régulation.

A titre d'exemple, le protocole 11 portant sur la « Fourniture Ethernet Link »<sup>19</sup> semble sélectionner des offres de gros différentes selon la situation concurrentielle rencontrée par Orange :

---

<sup>17</sup> Source: Gervais Pellissier en janvier 2013 (<http://www.cfecgc-orange.org/201301303574/ccues/22-janvier-2013-gestion-de-la-dette-du-groupe-ft-gervais-pellissier.html>)

<sup>18</sup>

<http://curia.europa.eu/juris/document/document.jsf?text=&docid=135222&pageIndex=0&doclang=FR&mode=req&dir=&occ=first&part=1&cid=9072>

<sup>19</sup> [http://www.orange.com/fr/content/download/3681/33662/version/2/file/Liste\\_des\\_protocoles\\_2013.pdf](http://www.orange.com/fr/content/download/3681/33662/version/2/file/Liste_des_protocoles_2013.pdf)

- lorsqu'une infrastructure concurrente est présente à moins de 10 km, les protocoles d'Orange prévoient le recours à l'offre d'accès au génie civil d'Orange, plutôt qu'à l'offre CE2O ;
- lorsqu'une infrastructure concurrente est présente à plus de 10 km, les protocoles d'Orange prévoient le recours à l'offre CE2O.

En zone concurrentielle, Orange doit faire face à une double concurrence : sur le marché de détail, et sur le marché de gros. Le tarif des offres de détail d'Orange devrait être basé sur celui des offres CE2O/CELAN afin de ne pas évincer les opérateurs alternatifs. En basant ses offres de détail sur le recours au génie civil, Orange pénalise deux types d'acteurs :

- Orange se place potentiellement en dessous des coûts encourus par opérateurs alternatif ayant recours aux offres CE2O/CELAN : il les évince ;
- Orange prive de clients les opérateurs présents sur le marché de gros qui vendent des offres comparables à CE2O/CELAN.

Dès lors, la politique tarifaire d'Orange a pour effet de renforcer sa position prééminente en zone concurrentielle.

Aussi, les protocoles internes d'Orange sont susceptibles de créer des effets de ciseau tarifaire entre les différentes offres de gros, ayant pour effet de briser la dynamique engagée par les opérateurs alternatifs pour s'élever le long de l'échelle des investissements. Reprenant ces idées, les conclusions de l'ERG précisent que les effets de ciseau tarifaire entre offres de gros doivent être évités :

*"Furthermore, it is important to have a consistent application of costing methodologies and pricing principles across different wholesale products as otherwise margin squeeze situations or inefficient entry may occur. This applies equally between wholesale products as well as between wholesale and retail products"*<sup>20</sup>.

Numericable-Comptel fait part à l'ARCEP de ses doutes quant à la légalité des protocoles internes d'Orange, étant donné :

- Qu'ils contreviennent à son obligation de non-discrimination<sup>21</sup> (la branche aval d'Orange et un opérateur alternatif pourraient se trouver dans la situation de ne pas acheter la même offre de gros)
- Qu'ils sont susceptibles d'engendrer des effets de ciseau tarifaire entre les différentes offres de gros d'Orange, rendant inopérant le mécanisme d'échelle des investissements mis en place par l'ARCEP.

---

<sup>20</sup> ERG Document No (09) 17: Report on Next Generation Access – Economic Analysis and Regulatory Principles; Juin 2009.

<sup>21</sup> D'une manière plus générale, l'obligation de non-discrimination concerne toutes les prestations d'accès fournies par l'opérateur aux opérateurs tiers sur les marchés de gros pertinents, y compris les prestations qui leur sont associées. – ARCEP – Décision n°2010-0402



(.....)

Numericable-Completel constate enfin que sur le segment bas du marché (petites entreprises), un nombre grandissant d'acteurs proposent des offres groupées (*bundles*), groupant un accès fixe, des services mobiles, et éventuellement d'autres services.

Ces offres ne peuvent pas être proposées par tous les acteurs du marché et, en particulier, par les acteurs ne disposant pas d'un opérateur mobile. Alors, pour encourager le développement de la concurrence sur ce segment de marché il est important que les clients finaux puissent comparer chacune des composantes des offres groupées à des offres tierces mono-composante. Par exemple, l'obligation d'afficher le tarif de chaque composante d'une offre groupée permettrait aux clients de choisir l'offre la solution la plus avantageuse, et de révéler les éventuelles subventions croisées entre composantes.